

Décision individuelle N° 2022-214

Pétitionnaire : Métropole Nice Côte d'Azur Subdivision route

Adresse : 29 Bld d'Auron 06660 St ETIENNE-DE-TINEE

Nature de la demande : Curage et réhausse du merlon existant (160 ml) et extension du merlon en amont et en aval de celui existant (sur 140 ml au total)

Intitulé du projet : Travaux au niveau du merlon du Pra

Localisation : Hameau du Pra St Dalmas-le-Selvage

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7, 14 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 15, 18, 20, 27 et 28 d'application de la réglementation dans le cœur, ainsi que son annexe 5,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 7 juin 2022

Considérant la demande formulée en date du 23 mai 2022 par la Métropole Nice Côte d'Aur, M. HONNORATY Florent,

Considérant l'étude de bassin de risques domanial effectuée par le RTM sur Côte Morgon et le torrent du Salso Moreno,

Considérant la nécessité d'entretenir les ouvrages de protection de la route de la Bonette,

Considérant que ces travaux seront réalisés à sec, sans intervention dans le cours d'eau ni sur ses berges,

Considérant néanmoins la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La Subdivision route de la MNCA pour la vallée de la Tinée représentée par son Directeur Monsieur Jean-Marie André FABRON est autorisée à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Les travaux ont pour objet le curage et réhausse du merlon existant (160 ml) et extension du merlon en amont et en aval de celui existant (sur 140 ml au total). Cf plan joint.

Conduite du chantier avec une machine télécommandée pour ne pas mettre en danger les ouvriers.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

Prescriptions relatives aux travaux

2.1. Les arbres qui seront abattus seront le cas échéant (forêt communale soumise ou forêt domaniale) marqués au préalable par l'ONF. Ils pourront être exportés en dehors du cœur.

2.2. Le pétitionnaire sera attentif à ce que seule la zone du merlon soit impactée, en excluant tout dépôt de matériaux ailleurs.

Prescriptions relatives à la tenue du chantier

2.3. Les engins et parties d'engins équipés d'un système hydraulique seront systématiquement stationnés ou déposés sur des bâches lorsqu'ils sont à l'arrêt ou qu'elles ne sont pas utilisées, même en cours de journée.

2.4. Des kits de gestion des pollutions seront présents dans chaque engin de chantier.

2.5. Les cuves de carburant sont toutes munies de double paroi et d'un dispositif de sécurité empêchant tout siphonnage en période chômée.

2.6. En cas de pollution accidentelle, l'engin concerné ne devra jamais être laissé sur site sans présence physique à proximité immédiate et renforts de dispositifs absorbants ou de collecte jusqu'à ce que l'origine de la pollution soit réparée.

2.7. L'ensemble des déchets générés par le chantier sera évacué en dehors du cœur pour être traité dans les filières appropriées.

2.8. Les travaux de nuit sont proscrits

Le bénéficiaire associera les services du Parc national à une visite sur site, préalable au lancement des travaux afin de s'assurer que les aires de stockage et les installations de chantier prévues sont correctement positionnées en dehors des zones à enjeux naturalistes

2.9. Aucun balisage à la peinture, même « biodégradable » n'est autorisé. Tous les dispositifs de signalisation ou balisage seront réalisés exclusivement à l'aide de matériaux entièrement amovibles de type rubalise, panonceaux montés sur piquet, etc. Ce balisage sera intégralement retiré en fin de chantier.

Contacts service territorial :

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.02.42.27

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter du 09 juin 2022 pour la durée des travaux.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 9 juin 2022

La directrice-adjoint
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :
- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.